

Bordereau attestant l'exactitude des informations - MARSEILLE - 1303 - Actes des sociétés (A) -
Dépôt le 19/12/2024 - 30948 - 2007 B 01208 - 495 200 719 - MELLONE INVESTISSEMENT

Mellone Investissement
Société par actions simplifiée au capital de 4 676 846 €
Siège social : ZA Saint Estève – 13360 Roquevaire
495 200 719 R.C.S. Marseille
(la « **Société** »)

**EXTRAIT DES DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES PRISES
PAR ACTE SOUS SEING PRIVE LE 12 DECEMBRE 2024**

.../...

PREMIERE DECISION

Modification de l'article 7 (Augmentation et réduction du capital - Droit préférentiel de souscription) des Statuts de la Société

Les associés de la Société détenteurs d'actions en pleine propriété et en nue-propriété décident à l'unanimité de modifier l'article 7 (Augmentation et réduction du capital - Droit préférentiel de souscription) des statuts de la Société comme suit :

« Article 7 - Augmentation et réduction du capital - Droit préférentiel de souscription »

Il sera inséré à la fin de l'article les stipulations suivantes :

[...]

Lorsque la réduction du capital affectera des actions démembrées et aura pour conséquence l'attribution de numéraire en contrepartie de l'annulation des actions concernées, les dispositions de l'article 587 du Code civil s'appliqueront aux sommes attribuées en représentation des actions démembrées annulées, sauf si les parties n'en conviennent autrement.

Par suite, et sauf accord unanime des parties notifié au siège de la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le président de la société sera tenu de remettre le numéraire attribué en représentation des actions démembrées concernées par la réduction de capital, au seul usufruitier qui sera seul habilité à en donner quittance et décharge, et la société sera bien et valablement déchargée par la remise des fonds au seul usufruitier.

Pour le cas où l'usufruit serait détenu concurremment par plusieurs personnes, la société sera bien et valablement déchargée par la remise des fonds à un seul d'entre eux à moins qu'elle n'ait préalablement reçu par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au siège de la société faite par un ou plusieurs usufruitiers un ordre contraire émanant d'un ou plusieurs usufruitiers.

Lorsque la réduction de capital aura pour conséquence l'attribution d'un bien en nature en contrepartie de l'annulation des actions concernées, le bien attribué sera subrogé purement et simplement aux actions annulées, et en cas de démembrement des actions concernées, les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire seront reportés sur le bien. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

DEUXIEME DECISION

Modification de l'article 24 (Fixation, affectation et répartition du résultat) des statuts de la Société

Les associés de la Société détenteurs d'actions en pleine propriété et en nue-propriété décident à l'unanimité de modifier l'article 24 (Affectation et répartition des résultats) des statuts de la Société comme suit :

« Article 24 - Fixation, affectation et répartition du résultat

Il sera inséré à la fin de l'article les stipulations suivantes :

[...]

Les dispositions qui suivent s'appliquent en cas de démembrement de la propriété des actions.

L'usufruitier a droit au bénéfice distribué de l'exercice, quelle que soit l'origine de ce bénéfice – résultat ordinaire d'exploitation ou lié à la réalisation d'opérations exceptionnelles.

Dans le cas où les associés décident de distribuer des sommes prélevées sur les réserves, le nu-propriétaire a droit aux distributions de réserves, sans toutefois porter atteinte aux prérogatives de l'usufruitier, qui pourra jouir desdites réserves, en exerçant ses droits dans le cadre d'un quasi-usufruit, à charge pour lui de les restituer à l'expiration de l'usufruit.

L'usufruitier pourra, alternativement et à sa seule convenance, décider lors de toute distribution de réserves :

- (i) que le démembrement sera reporté sur les sommes distribuées, qui seront alors versées sur un compte ouvert en démembrement ; ou**
- (ii) que l'usufruitier pourra faire valoir ses droits sur les sommes versées dans le cadre de la mise en place d'un quasi-usufruit ; ou**
- (iii) que le montant des réserves distribuées soit réparti entre usufruitier et nu-propriétaire en fonction de la valeur respective de leurs droits, qui sera déterminée sur la base du barème de l'article 669 du Code général des impôts ; ou**
- (iv) que le montant des réserves distribuées sera attribué en totalité au nu-propriétaire.**

A défaut de précision au sein de la décision de distribution de réserves, la société pourra librement se libérer desdites sommes entre les mains du ou des nus-propriétaires. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

TROISIEME DECISION

Modification de l'article 27 (Dissolution – Liquidation) des statuts de la Société

Les associés de la Société détenteurs d'actions en pleine propriété et en nue-propriété décident à l'unanimité de modifier l'article 27 (Dissolution - Liquidation) des statuts de la Société.

Il sera inséré avant la dernière phrase de l'article (« Le compte définitif de clôture de liquidation est soumis à l'approbation des associés délibérant conformément à l'article 20-2 – (III) ») le paragraphe suivant :


« **Article 27 – Dissolution -Liquidation**

[...]

Lorsque des actions de la société sont démembrées en usufruit et nue-propriété, les sommes correspondant au remboursement des apports et à l'éventuel boni de liquidation reviennent au nu-propiétaire. Cependant, les droits de l'usufruitier sont reportés sur ces sommes (remboursement des apports et/ou boni de liquidation) dans le cadre d'un quasi-usufruit, conformément aux dispositions de l'article 587 du Code civil. La société et/ou le liquidateur pourra/pourront donc librement se libérer desdites sommes entre les mains de l'usufruitier qui en deviendra quasi-usufruitier dans les conditions prévues par l'article 587 du Code civil. »

Le reste de l'article reste inchangé.

.../...

Signé par :

BD92B1B329B2415...

Certifié conforme à l'original par Monsieur Georges Nascimento
Président

MELLONE INVESTISSEMENT

Société par Actions Simplifiée

au capital de 4 676 846 euros

ZA Saint Estève – 13360 - Roquevaire

495 200 719 RCS Marseille

STATUTS

Mis à jour par décisions unanimes des associés en date du 12 décembre 2024

Signé par :

Georges NASCIMENTO

BD92B1B329B2415...

Certifiés conformes par le Président

Monsieur Georges NASCIMENTO

SOMMAIRE

TITRE I FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE DE LA SOCIETE

Article 1 FORME

Article 2 OBJET

Article 3 DENOMINATION SOCIALE – NOM COMMERCIAL

Article 4 SIEGE SOCIAL

Article 5 DUREE

TITRE II APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Article 6 FORMATION DU CAPITAL - CAPITAL SOCIAL

Article 7 AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL - DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION

Article 8 LIBERATION DES ACTIONS

Article 9 FORME DES ACTIONS

Article 10 CESSION DES ACTIONS

Article 11 DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Article 12 INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE PROPRIETE ET USUFRUIT

TITRE III REPRESENTATION - ADMINISTRATION - CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 13 PRESIDENT

Article 14 DIRECTEUR(S) GENERAL(AUX) – DIRECTEUR(S) GENERAL(AUX) DELEGUE(S) - DELEGATION DE POUVOIRS - SIGNATURE SOCIALE

Article 15 REMUNERATION DU PRESIDENT, DU (DES) DIRECTEUR(S) GENERAL(AUX) ET DU (DES) DIRECTEUR(S) GENERAL(AUX) DELEGUE(S)

Article 16 RESPONSABILITE DU PRESIDENT, DU (DES) DIRECTEUR(S) GENERAL(AUX) ET DU (DES) DIRECTEUR(S) GENERAL(AUX) DELEGUE(S)

Article 17 CONVENTIONS REGLEMENTEES

Article 18 COMMISSAIRES AUX COMPTES

TITRE IV DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

Article 19 DECISIONS RELEVANT DE LA SEULE COMPETENCE DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DES ASSOCIÉS

Article 20 MODES DE DECISION DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DE DELIBERATION DES

ASSOCIÉS - MAJORITES

Article 21 PROCES-VERBAUX ET FEUILLES DE PRESENCE

TITRE V **COMPTES ANNUELS - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

Article 22 EXERCICE SOCIAL

Article 23 INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Article 24 FIXATION, AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Article 25 MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

TITRE VI **PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL - DISSOLUTION - LIQUIDATION -
CONTESTATIONS**

Article 26 PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL

Article 27 DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 28 CONTESTATIONS



TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE DE LA SOCIETE

Article 1 - Forme

La société, constituée sous forme de société à responsabilité limitée, a, par décision des associés en date du 19 décembre 2008, été transformée, à compter du 1^{er} janvier 2009, sous la forme de société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir applicables aux sociétés par actions simplifiées, par les présents statuts, ainsi que par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir applicables aux sociétés anonymes dans la mesure où elles sont compatibles avec les règles particulières des sociétés par actions simplifiées et sous réserve de celles qui sont expressément exclues par la loi.

La société peut comporter, à toute époque, un associé unique propriétaire de la totalité des actions ou plusieurs associés, par suite notamment de cession ou de transmission totale ou partielle desdites actions ou de création d'actions nouvelles souscrites par son nouvel associé, puis redevenir une société unipersonnelle par réunion de toutes les actions en une seule main.

Article 2 – Objet

La Société a pour objet tant en France qu'à l'étranger, celui d'être holding animatrice participant ainsi activement à la conduite de la politique du groupe, incluant en particulier :

- le conseil et la formation en direction d'entreprises, ainsi que l'assistance et l'exécution de toutes prestations dans le domaine commercial, financier, administratif, informatique, technique, de marketing ou de gestion ;
- la prise de participation par achat, souscription, apport, fusion et par tout autre moyen, de toutes valeurs mobilières, ainsi que l'acquisition de tous biens mobiliers ou immobiliers, directement ou par l'intermédiaire de tout société ou entité juridique ; la propriété, l'administration, la gestion et la vente de ces valeurs mobilières, biens mobiliers ou immobiliers ;
- toutes prestations dans le domaine de la communication sous quelque forme que celles-ci puissent s'exercer de quelque nature qu'elles soient ;
- et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, ou être utiles à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Article 3 - Dénomination sociale

La dénomination sociale est : MELLONE INVESTISSEMENT.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS", et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 4 - Siège social (15 février 2010)

Le siège social est fixé à ZA Saint Estève – 13360 ROQUEVAIRE.

Il peut être transféré partout ailleurs en France en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision des associés.

Toutefois, le siège peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Président. Lors d'un transfert décidé par le Président, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

Article 5 - Durée

La durée de la société reste fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés ; sauf dissolution anticipée ou prorogation.



TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

Article 6 – Formation du capital - Capital social

a) Apports

1. Apports en numéraire

- Monsieur Georges NASCIMENTO

apporte à la société une somme en numéraire de 2.000 €

Le montant de l'apport ci-dessus effectué, correspond à 2.000 parts sociales intégralement libérées.

La somme de DEUX MILLE EUROS (2.000 €), correspondant au total des apports effectués au profit de la société lors de sa constitution, a été déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation, à la banque CREDIT DU NORD – Essonne Entreprises - 91002 EVRY Cedex, ainsi qu'il résulte de l'attestation de dépôt de fonds en date du 22 février 2007.

- Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 02 juin 2009, le capital social a été augmenté d'une

somme de 17.000 €

Par compensation avec une créance certaine liquide et exigible sur la Société et création de 17 000 actions nouvelles.

- Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 03 juin 2010,

le capital social a été augmenté d'une somme de 21.500 €

Par compensation avec une créance certaine liquide et exigible sur la Société et création de 21.500 actions nouvelles.

- Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 24 septembre 2011, le capital social a été augmenté

d'une somme de 21.038 €

par apports en numéraire et création de 21.038 actions nouvelles.
- Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 13 juin 2012, le capital social a été augmenté

d'une somme de 90 000 €

par apports en numéraire et création de 90 000 actions nouvelles.
- Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 10 juin 2013, le capital social a été augmenté

d'une somme de 22 500 €

par apports en numéraire et création de 22 500 actions nouvelles.
- Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 10 juin 2013, le capital social a été augmenté

d'une somme de 22 500 €

par apports en numéraire et création de 22 500 actions nouvelles émises au prix de 4 € par action (soit une prime d'émission de 3,00 €).
- Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 25 mai 2014, le capital social a été augmenté

d'une somme de 22 500 €

par apports en numéraire et création de 22 500 actions nouvelles émises au prix de 4 € par action (soit une prime d'émission de 3,00 €).
- Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 02 juin 2015, le capital social a été augmenté

d'une somme de 12 857 €

par apports en numéraire, et création de 12 857 actions nouvelles émises au prix de 7 € par action (soit une prime d'émission de 6,00 €)
- Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 22 décembre 2016, constatée par le Président le 26 décembre 2017, le capital social a été augmenté, à effet du 24 décembre 2017, d'une

d'une somme de 45 649 €

se décomposant en 45 649 actions ordinaires d'1€ chacune de valeur nominale,

au moyen de la création de 45 649 actions nouvelles d'1€ chacune de valeur nominale, émises sans prime, numérotées de « BL 78 450 » à « BL 124 098 ». qui ont été intégralement libérées par imputation sur le poste « Autres réserves » ;

Total des apports en numéraire 255 044 €

2. Apports en nature

2.1 Apport réalisé le 14 novembre 2008

Conformément à l'acte d'apport conclu par acte séparé sous seing privé en date du 14 novembre 2008, Monsieur Georges NASCIMENTO a apporté, sous les garanties ordinaires et de droit, 5.135 actions lui appartenant dans le capital de la Société « JORYF », société anonyme au capital de 174.800 € dont le siège social est Brétigny-sur-Orge (91220) 8, rue du Poitou – Z.I. Maison Neuve, identifiée au Registre du Commerce et des Sociétés de Evry sous le numéro 422 087 098.

Evaluation des actions apportées par Monsieur Georges NASCIMENTO :

Les actions, objet dudit apport, ont été évaluées sur la base d'une valeur unitaire en pleine propriété de 870 € par action, soit pour 5.135 actions, une valeur globale de 4.467.450 €.

L'évaluation de l'apport ci-dessus a été effectuée au vu du rapport de Monsieur François BENSA, commissaire aux apports désigné par ordonnance en date du 1er juillet 2008 du Président du tribunal de Commerce de Marseille.

Rémunération des biens apportés par Monsieur Georges NASCIMENTO :

En contrepartie de l'apport ci-dessus désigné, il a été attribué à Monsieur Georges NASCIMENTO : 4.467.450 parts sociales d'une valeur nominale de un euro (1 €) chacune, soit une augmentation de capital de 4.467.450 €.

2.2. Apport réalisé le 11 février 2011 :

Conformément à l'acte d'apport conclu par acte séparé sous seing privé en date du 11 février 2011, Monsieur Benjamin LEDRU a fait apport à la Société de la pleine propriété de SOIXANTE SEIZE MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT QUATORZE (76.594) actions composant le capital de la Société « INVESTIBAT », société par actions simplifiée au capital de 3 144 704 € dont le siège social est à Brétigny Sur Orge (91220) 8, rue du Poitou – Z.I. Maison Neuve, identifiée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Evry sous le numéro 502 827 306.

Evaluation des actions « INVESTIBAT » apportées par Monsieur Benjamin LEDRU :

Les actions, objet dudit apport, ont été évaluées sur la base d'une valeur unitaire en pleine propriété de 5,665 € par action, soit pour 76.594 actions, une valeur globale de 433 905,01 €.

L'évaluation de l'apport ci-dessus a été approuvée par l'associé unique au vu du rapport de Monsieur Gilles POUPA, commissaire aux apports désigné par ordonnance en date du 17 novembre 2010 du Président du Tribunal de Commerce de Marseille.

Rémunération des biens apportés par Monsieur Benjamin LEDRU :

En contrepartie de l'apport ci-dessus désigné, il a été attribué à Monsieur Benjamin LEDRU : 78.449 actions d'une valeur nominale de un euro (1 €) chacune, numérotées BL 01 à BL 78 449 soit une augmentation de capital de 78.449 €.

Prime d'apport :

La différence entre la valeur de l'apport (433.905,01 €) et le montant nominal des actions créées en rémunération de l'apport (78.449 €), soit la somme de 355.456,01 €, a été affectée à un compte « prime d'apport ».

Total des augmentations de capital par apports en nature 4.545.899 €

3. Autres opérations sur capital

Par décision d'assemblée générale des associés en date du 22 novembre 2019, le capital social de la Société a été réduit par réduction de capital non motivée par des pertes pour un montant nominal global de 124 097 euros, par annulation de 124.097 actions ordinaires de la Société d'un (1) euro de valeur nominale chacune, la réalisation de ladite réduction de capital ayant été constatée par décision du Président en date du 6 janvier 2020 au vu du certificat de non-opposition des créanciers délivré par le Greffe du Tribunal de commerce de Marseille en date du 30 décembre 2019, de sorte que le capital a été porté d'un montant de 4 800 943 euros à un montant de 4 676 846 euros.

4. Récapitulation des opérations sur capital

Total des apports en numéraire	255 044 euros
Total des augmentations de capital par apports en nature	4 545 899 euros
Total des réductions de capital	124 097 euros

Total des opérations sur capital 4 676 846 euros

b) Capital social

Le capital social est fixé à un montant de 4 676 846 euros.

Il est divisé en 4.676.846 actions ordinaires, numérotées de 1 à 4 676 846, d'un (1) euro de valeur nominale chacune, ainsi toutes de même catégorie et entièrement libérées.

Article 7 - Augmentation et réduction du capital - Droit préférentiel de souscription

I. Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions nouvelles, soit par majoration du montant nominal des actions existantes.

Les actions nouvelles sont libérées soit en numéraire, soit par apport en nature, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit par incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes d'émission, soit par conversion d'obligations.

Le capital ne peut être augmenté que par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés statuant sur le rapport du Président, prise aux conditions fixées à l'article 20-2 – (II) des présents statuts.

Les actions nouvelles sont émises, soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

L'associé unique ou les associés fixent, par décision collective, le mode et les conditions de libération des actions nouvelles et peuvent déléguer au Président les pouvoirs utiles à la réalisation de l'opération.

Toutefois, l'associé unique ou les associés peuvent, par décision collective, déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser une augmentation du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas de pluralité d'associés, ces derniers ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles émises pour réaliser une augmentation de capital. Ce droit est négociable pendant toute la durée de la souscription.

En cas de pluralité d'associés, ces derniers peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Si les associés l'ont, par une décision collective, décidé expressément, les actions non souscrites à titre irréductible sont attribuées aux associés qui auront souscrit à titre réductible un nombre d'actions supérieur à celui qu'ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande.

Si les souscriptions, à titre irréductible ou réductible, n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation du capital, le Président peut utiliser les facultés prévues ci-dessous ou certaines d'entre elles seulement, dans l'ordre qu'il détermine :

- (a) limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la double condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation décidée et que cette faculté ait été expressément prévue par décision collective des associés lors de l'émission ;
- (b) répartir le solde des actions entre les personnes (associés ou tiers) de son choix, si les associés, par une décision collective, n'en ont pas décidé autrement.

Si après l'exercice de ces facultés, les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, ou les trois quarts de cette augmentation au cas prévu au (a) ci-dessus, l'augmentation de capital n'est pas réalisée.

Toutefois, dans la mesure où elles représentent moins de 3 % de l'augmentation de capital, le Président peut limiter d'office l'augmentation de capital au montant des souscriptions.

En cas de pluralité d'associés, ces derniers peuvent, par décision collective, supprimer, le droit préférentiel de souscription sur la totalité ou une ou plusieurs tranches de l'augmentation de capital et statuent à cet effet sur les rapports du Président et du ou des Commissaires aux comptes.

La suppression du droit préférentiel de souscription ne peut se faire qu'au profit d'une ou plusieurs personnes dénommées qui ne peuvent prendre part au vote.

L'associé unique peut également décider de réserver la souscription en tout ou partie à un nouvel associé.

Si l'augmentation de capital fait apparaître des rompus, les associés qui disposeraient d'un nombre suffisant de droits de souscription ou d'attribution devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires pour obtenir la délivrance d'un nombre entier d'actions nouvelles.

II. Le capital social peut être réduit, soit par rachat d'actions aux fins d'annulation, soit par réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, soit par échange de titres, soit par remboursement partiel, soit de toute autre manière. L'associé unique ou les associés statuant dans les conditions de quorum et de majorité fixées à l'article 20-2 - (II) des présents statuts sont seuls compétents pour décider une réduction de capital.

Lorsque la réduction du capital affectera des actions démembrées et aura pour conséquence l'attribution de numéraire en contrepartie de l'annulation des actions concernées, les dispositions de l'article 587 du Code civil s'appliqueront aux sommes attribuées en représentation des actions démembrées annulées, sauf si les parties n'en conviennent autrement.

Par suite, et sauf accord unanime des parties notifié au siège de la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le président de la société sera tenu de remettre le numéraire attribué en représentation des actions démembrées concernées par la réduction de capital, au seul usufruitier qui sera seul habilité à en donner quittance et décharge, et la société sera bien et valablement déchargée par la remise des fonds au seul usufruitier.

Pour le cas où l'usufruit serait détenu concurremment par plusieurs personnes, la société sera bien et valablement déchargée par la remise des fonds à un seul d'entre eux à moins qu'elle n'ait préalablement reçu par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au siège de la société faite par un ou plusieurs usufruitiers un ordre contraire émanant d'un ou plusieurs usufruitiers.

Lorsque la réduction de capital aura pour conséquence l'attribution d'un bien en nature en contrepartie de l'annulation des actions concernées, le bien attribué sera subrogé purement et simplement aux actions annulées, et en cas de démembrement des actions concernées, les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire seront reportés sur le bien.

Article 8 - Libération des actions

Les actions souscrites en numéraire peuvent être libérées de la quotité minimale prévue par la loi.

En revanche, toute prime d'émission doit être payée en totalité à la souscription.

Les sommes restant à verser sur les actions à libérer en espèces sont appelées par le Président.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs et associés par tous moyens, quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement.

L'associé qui n'effectue pas, à leur échéance, les versements exigibles sur les actions dont il est titulaire, est de plein droit redevable à la société d'un intérêt de retard au taux légal et les actions qu'il détient cessent de donner droit à l'admission aux assemblées ainsi qu'au vote à ces assemblées.

Article 9 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La cession des actions et autres valeurs mobilières s'opère, à l'égard de la société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La société, ou son mandataire, sont tenus de procéder à cette inscription et à ce virement, dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les six jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être, en outre, signé par le cessionnaire.

La transmission d'actions, à titre gratuit ou par décès, s'opère également par mouvement de compte à compte, transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Article 10 – Cession des actions

10-1 – Cession par l'associé unique

Les cessions ou transmissions d'actions de l'associé unique sont libres.

10-2 – Cessions en cas de pluralité d'associés - Agrément – Droit de préemption

La cession d'action(s) à un tiers non associé, à quelque titre que ce soit, et alors même qu'elle aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice, est soumise à l'agrément de la collectivité des associés statuant dans les conditions de l'article 20-2 - (III) ; il en est de même de la transmission d'actions résultant d'un apport en société, d'une fusion, d'une scission ou d'une liquidation.

La présente procédure d'agrément ne s'applique pas directement à la cession ou à la transmission des droits de souscription des actions émises en représentation d'une augmentation de capital en numéraire, mais les actions nouvelles, souscrites en vertu des droits cédés ou transmis à des personnes soumises à l'agrément en cas de cession d'actions, seront grevées du droit d'agrément fixé par le présent article.

En conséquence, les cessions et autres transmissions de droits de souscription s'effectueront librement pendant la période de souscription, mais, dans les trois mois de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, la collectivité des associés devra statuer sur l'agrément des souscripteurs ne remplissant pas les conditions prévues par ledit article.

La cession de tout droit à attribution d'actions gratuites, à la suite d'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, est assimilée à la cession d'actions elles-mêmes et soumises, en conséquence, aux prescriptions du présent article.

Lorsque le cessionnaire est une personne morale, l'agrément peut être subordonné au maintien de son contrôle, au sens de la loi sur les sociétés commerciales, par la ou les personnes dont l'identité est indiquée dans la décision d'agrément. Dans ce cas, la personne morale agréée sera tenue de solliciter un nouvel agrément si elle vient à être contrôlée, au sens de la loi précitée, par d'autres personnes que celles figurant dans la décision d'agrément. Si le nouvel agrément est refusé ou s'il n'est pas sollicité plus d'un mois après la modification dudit contrôle, la personne morale associée sera tenue de céder ses actions dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts en cas de refus d'agrément.

En cas de cession projetée, le cédant doit en faire notification à la société dans les formes et délais prévus par la loi.

L'agrément, qui nécessitera une décision de la collectivité des associés pour laquelle le cédant participe au vote, résulte, soit d'une notification faite au cédant par la société, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

La décision, notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, n'est pas motivée et, en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Dans ce dernier cas, le cédant conserve la possibilité de retirer son projet de cession par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à la société dans un délai de dix jours à compter de la réception de la notification du refus. A défaut de retrait de son projet, le cédant sera tenu de se conformer aux décisions de la société.

Toute cession, effectuée en violation de la présente clause d'agrément, est nulle.

En cas de refus d'agrément et faute par le cédant d'avoir retiré son projet de cession, la collectivité des associés doit offrir, par priorité, lesdites actions aux autres associés, proportionnellement à leur participation, le refus de l'un profitant aux autres sans qu'il puisse en résulter l'attribution de fractions d'actions, les rompus étant arbitrés par la collectivité des associés.

Dans le cas où les associés n'exerceraient pas leur droit de préemption ou ne l'auraient exercé que pour partie, la collectivité des associés devra faire racheter les actions non préemptées par des personnes de son choix.

En cas de refus d'agrément, la collectivité des associés devra faire racheter les actions par des personnes de son choix.

La cession au nom du ou des acquéreurs désignés pourra être régularisée d'office par un ordre de mouvement signé par le Président, sans qu'il soit besoin de celle du titulaire des actions. Avis est donné audit titulaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les huit jours de la détermination du prix, d'avoir à se présenter au siège social pour toucher le prix, lequel n'est pas productif d'intérêts.

La société peut également, avec le consentement du cédant acheter ces actions en vue d'une réduction du capital.

La collectivité des associés est tenue, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, de réaliser l'une des opérations prévues ci-dessus.

Si, à l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, l'achat de la totalité des titres offerts n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions sera déterminé par un expert désigné parmi ceux inscrits sur les listes des cours et tribunaux, soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible. Les frais d'expertise sont à la charge du ou des acquéreurs, au prorata du nombre d'actions acquis par eux.

Dans le cas où les actions ne seraient pas entièrement libérées, le ou les cessionnaires désignés par la collectivité des associés devraient fournir caution réelle ou personnelle pour les montants restant à libérer.

Article 11 - Droits et obligations attachés aux actions

I. Droits et obligations générales

L'associé unique ou les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions collectives des associés ou le cas échéant aux décisions de l'associé unique.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en reporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou aux décisions collectives des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente de titres nécessaires.

II. Actions de préférence

Des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent pourront être émises.

Le droit de vote peut être aménagé pour un délai déterminé ou déterminable ou supprimé.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social. Toute émission ayant pour effet de porter la proportion au-delà de cette limite peut être annulée.

L'émission, la conversion ou le rachat des actions de préférence sont subordonnés à une décision des associés statuant conformément à l'article 20-2 - (II) des présents statuts et au vu d'un rapport spécial des commissaires aux comptes. Il appartient aux associés de définir les droits particuliers patrimoniaux et/ou extra-patrimoniaux qui sont conférés. Ces droits pourront être temporaires ou permanents, ils sont, en toute hypothèse, attachés à l'action.

Les porteurs d'actions de préférence peuvent donner mission à un commissaire aux comptes d'établir un rapport spécial sur le respect par la société de leurs droits particuliers. L'accord préalable des propriétaires d'actions de préférence s'impose avant toute modification ou suppression de leurs droits ou toute décision emportant une rupture de l'égalité des associés. Les titulaires d'actions de préférence d'une catégorie déterminée sont consultés par décision du président selon les mêmes modalités prévues à l'article 20-2 - (II).

Les actions de préférence sont négociables dans les conditions de l'article 10 des présents statuts, y compris dans ses dispositions transitoires.

III. Droits de vote et de participation aux assemblées

Chaque action donne droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives dans les mêmes conditions que celles prévues par le Code de Commerce concernant les sociétés anonymes.

IV. Droits dans les bénéfices et droits dans l'actif social en cas de dissolution ou de liquidation.

Chaque action donne droit dans les bénéfices à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Article 12- Indivisibilité des actions - nue-propiété et usufruit

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés lors des décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix du mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

En ce qui concerne la répartition du droit de vote entre l'usufruitier et le nu propriétaire :

1. Pour tous les démembrements résultant d'une donation ayant bénéficié des dispositions de l'article 787B du code général des impôts, le droit de vote appartient définitivement au nu-propiétaire dans toutes les décisions collectives, à l'exception de celui concernant l'affectation des bénéfices qui appartient à l'usufruitier.
2. Pour les autres démembrements, le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions collectives de l'article 20-2 des statuts.

Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée et qui sont visés dans le point 2. ci-dessus, peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote dans les décisions collectives. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la société par lettre recommandée adressée au siège social, la société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective qui interviendrait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la Poste faisant foi de la date d'expédition.



TITRE III

REPRESENTATION - ADMINISTRATION - CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 13 - Président

I. Nomination - Révocation

La société est représentée et administrée par un Président qui a la qualité de dirigeant. Il est nommé par décision de l'associé unique ou par décision des associés prise aux conditions prévues à l'article 20-2 – (III) des présents statuts. Il est rééligible.

Le Président peut être une personne physique ou une personne morale, associé ou non.

La personne morale président est soumise aux mêmes conditions et obligations.

L'associé unique ou les associés peuvent, à tout moment, révoquer le Président sans juste motif par décision des associés prise aux conditions prévues à l'article 20-2 – (III) des présents statuts.

II. Pouvoirs

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers. Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs que la loi ou les présents statuts attribuent expressément à l'associé unique ou aux associés par décision collective.

Le Président préside les décisions collectives d'associés. En cas d'absence ou d'empêchement du Président lors d'une séance ou décision, l'associé unique ou les associés présents ou votant lors de la décision désignent celui des membres présents qui remplira les fonctions de Président de ladite séance ou décision.

Les actes concernant la société et tous engagements pris en son nom vis-à-vis des tiers doivent porter la signature du Président ou d'un mandataire spécial, agissant dans la limite des pouvoirs qui lui ont été conférés.

Le Président est l'organe social auprès duquel les délégués du Comité d'entreprise, s'il y en a un, exercent les droits définis par l'article L. 432.6 du Code du Travail.

III. Durée des fonctions

La durée des fonctions du Président est fixée lors de sa nomination. Le Président peut être nommé pour une période indéterminée.

Article 14 - Directeur(s) Général(aux) – Directeur(s) Général(aux) Délégué(s) - Délégation de Pouvoirs - Signature sociale

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs Directeur(s) Général(aux) et un ou plusieurs Directeur(s) Général(aux) Délégué(s), par décision prise aux conditions prévues à l'article 20-2 – (III) des présents statuts. Ce ou ces Directeur(s) Général(aux) et Directeur(s) Général(aux) Délégué(s) peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales, associés ou non. L'étendue et la durée de leurs pouvoirs sont déterminées par l'associé unique ou les associés.

Le(s) Directeur(s) Général(aux) et le(s) Directeur(s) Général(aux) Délégué(s) sont révocables à tout moment, sans juste motif, par décision de l'associé unique ou des associés prise aux conditions fixées à l'article 20-2 – (III) des présents statuts ; en cas de décès, démission ou révocation du Président, ils conservent, sauf décision contraire de l'associé unique ou des associés, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Article 15 - Rémunération du Président, du (des) Directeur(s) Général(aux) et du (des) Directeur(s) Général(aux) Délégué(s)

La rémunération du Président, du (des) Directeur(s) Général(aux) et du (des) Directeur(s) Général(aux) Délégué(s) est fixée par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés prise aux conditions fixées à l'article 20-2 – (III) des présents statuts.

Article 16 - Responsabilité du Président, du (des) Directeur(s) Général(aux) et du (des) Directeur(s) Général(aux) Délégué(s)

Le Président, le (les) Directeur(s) Général(aux) et le (les) Directeur(s) Général(aux) Délégué(s) de la société sont responsables envers celle-ci et envers les tiers des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés par actions simplifiées, des violations des présents statuts, des fautes commises dans leur gestion, dans les conditions et sous peine des sanctions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, Directeur Général ou Directeur Général Délégué de la société, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Article 17 – Conventions réglementées

Toute convention, à l'exception de celles portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant directement ou par personnes interposées, entre la société et son président, ses autres dirigeants, un actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote, ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant, doit être soumise au contrôle des associés.

Le président doit aviser le commissaire aux comptes dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion.

En cas de pluralité d'associés, le Commissaire aux comptes présente aux associés, conformément à la loi, un rapport sur les conventions réglementées.

Les associés statuent sur ce rapport lors de l'assemblée d'approbation des comptes annuels. L'intéressé ne peut prendre part au vote.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son Président, son (ses) Directeur(s) Général(aux) ou son (ses) Directeur(s) Général(aux) Délégué(s)

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président, le (les) Directeur(s) Général(aux) et le (les) Directeur(s) Général(aux) Délégué(s) d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Article 18 - Commissaires aux comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont nommés par l'associé unique ou les associés dans les conditions visées à l'article 20-2 – (III) des présents statuts et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.



TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Article 19 - Décisions collectives obligatoires

Les opérations suivantes relèvent, conformément à la loi, de la seule compétence de l'associé unique ou des associés lors des décisions collectives :

- augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- fusion, scission, apport partiel d'actifs,
- dissolution, continuation de l'activité de la société malgré la perte de plus de la moitié du capital social,
- transformation en une société d'une autre forme,
- nomination et révocation du Président, des Directeurs Généraux, des Directeurs Généraux Délégués, des membres du conseil de surveillance et des Commissaires aux comptes,
- fixation de la rémunération des mandataires sociaux,
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- insertion ou modification des clauses statutaires d'agrément, d'inaliénabilité des actions, d'information, lors du changement de contrôle d'une société associée, ou d'exclusion.
- toutes décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.

Relèvent également de la seule compétence de l'associé unique ou des associés lors des décisions collectives, toutes modifications des statuts autres que celles visées ci-dessus.

La décision des associés ou de l'associé unique, relative aux comptes sociaux, doit être provoquée au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Article 20- Modes de décision de l'associé unique ou de délibération des associés - majorités

1 - Lorsque la société ne compte qu'une seule personne, l'associé unique pris en la personne de son représentant, exerce les pouvoirs dévolus par la loi aux associés. Il doit prendre personnellement ces décisions. Il ne peut pas déléguer ses pouvoirs à un tiers. Sa volonté s'exprime par des décisions, lesquelles sont constatées par des procès-verbaux établis chronologiquement sur un registre, coté et paraphé dans les mêmes conditions que les procès-verbaux des décisions des associés et signés par lui.

2 - En cas de pluralité d'associés :

(I) Opérations requérant l'unanimité des associés

Requièrent l'unanimité des associés, les décisions prévues par la loi ainsi que celles ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un associé.

(II) Majorité applicable aux décisions modificatives des statuts

Les décisions modificatives des statuts, autres que celles visées au paragraphe (I) du présent article, et sous réserve des dispositions spécifiques de la loi, sont valablement prises par un ou plusieurs associés statuant à la majorité simple de plus de CINQUANTE (50) pourcent des voix des associés disposant du droit de vote, présents, votant à distance ou représentés.

(III) Majorité applicable aux autres décisions

Pour les décisions autres que celles visées au § I et II ci-dessus, celles-ci sont prises par un ou plusieurs associés à la majorité simple de plus de CINQUANTE (50) pourcent des voix des associés disposant du droit de vote, présents, votant à distance ou représentés.

(IV) Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Président, en assemblée ou par consultation à distance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte signé de tous les associés.

Tout associé a le droit de participer et voter aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quelque soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris. Il ne sera tenu compte d'aucun transfert de propriété intervenant pendant ce délai de trois jours ouvrés.

Les décisions intervenant conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

L'assemblée ne peut délibérer que sur les questions figurant à l'ordre du jour.

Chaque action donne droit à une voix.

Les associés se réunissent à tout moment sur la convocation de leur Président, au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger.

La tenue d'une assemblée est de droit si la demande émane d'un ou plusieurs associés détenant 20 % du capital.

Lorsqu'elle émane du Président, la convocation est faite par tout moyen au moins DIX (10) jours à l'avance, la date à prendre en compte étant la date d'expédition de la convocation. Elle doit comporter la date et le lieu de réunion, l'ordre du jour, le projet du texte des résolutions et le rapport du Président et, le cas échéant, le rapport de gestion du groupe.

S'il s'agit de l'approbation des comptes annuels, les comptes annuels, le rapport de gestion et, le cas échéant, les comptes consolidés, sont mis à la disposition des associés, au siège social, DIX (10) jours au moins avant la convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle des associés.

Le commissaire aux comptes est convoqué aux assemblées générales.

La réunion peut se tenir au moyen de tout procédé de communication appropriée, auquel cas il en est fait mention au procès-verbal de l'Assemblée.

L'Assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un associé désigné par l'assemblée.

A chaque assemblée, il peut être tenu, au choix du Président, une feuille de présence, dûment émarginée par les associés et les mandataires, et certifiée exacte par le Président.

Les associés peuvent se faire représenter aux assemblées par un autre associé ou par toute personne majeure de son choix. Chaque associé peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

A défaut d'indication du nom du mandant ou du vote du mandant, le vote sera réputé émis en faveur du projet de résolution présenté par l'auteur de la convocation.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses titres et voter en personne du chef de l'autre partie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens de la loi, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

Le Président établit un procès-verbal des délibérations devant contenir toutes les mentions visées à l'article 21, lequel est signé du Président et, à défaut de feuille de présence, de tous les associés présents.

Article 21 - Procès-verbaux et feuilles de présence

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuilles mobiles numérotées. Ces feuilles ou ce registre sont tenus au siège de la société. Ils sont signés par le Président.

Les procès-verbaux devront indiquer, les modalités de décision, la date de décision, l'identité des associés présents (votants), des associés représentés (votants par mandataires), des associés absents et non représentés (non votants), à moins qu'il soit établi, au choix du Président, une feuille de présence, ainsi que de toute autre personne ayant pris part à tout ou partie des décisions ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le sens du vote des associés (adoption ou rejet).

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions sont valablement certifiés par le Président, le directeur général ou le directeur général délégué, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet. Après dissolution de la société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

Les associés peuvent à toute époque, sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres des procès-verbaux, des comptes annuels, des comptes consolidés, du rapport de gestion du Président et du rapport de gestion du groupe, ainsi que des rapports des commissaires aux comptes.



TITRE V

COMPTES ANNUELS - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 22 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 23 - Inventaire - Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs, le compte de résultat récapitulatif des produits et des charges de l'exercice ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il établit le rapport de gestion sur la situation de la société pendant l'exercice écoulé.

Tous ces documents sont mis à la disposition du Commissaire aux comptes dans les conditions légales.

Article 24 - Fixation, affectation et répartition du résultat

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

En outre, l'associé unique ou les associés peuvent, par décision collective intervenant selon conditions prévues à l'article 20-2 (III) des présents statuts, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'associé unique ou les associés déterminent, par décision collective, la part attribuée aux associés, à titre de dividende, proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, l'associé unique ou les associés peuvent, par décision collective, décider l'affectation de tout ou partie du bénéfice distribuable au compte report à nouveau ou à tous comptes de réserves générales ou spéciales.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs jusqu'à extinction, ou reportées à nouveau.

Il peut être distribué, sur décision du Président, des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice aux conditions fixées ou autorisées par la loi. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice tel que défini par la loi.

Les dispositions qui suivent s'appliquent en cas de démembrement de la propriété des actions.

L'usufruitier a droit au bénéfice distribué de l'exercice, quelle que soit l'origine de ce bénéfice – résultat ordinaire d'exploitation ou lié à la réalisation d'opérations exceptionnelles.

Dans le cas où les associés décident de distribuer des sommes prélevées sur les réserves, le nu-proprétaire a droit aux distributions de réserves, sans toutefois porter atteinte aux prérogatives de l'usufruitier, qui pourra jouir desdites réserves, en exerçant ses droits dans le cadre d'un quasi-usufruit, à charge pour lui de les restituer à l'expiration de l'usufruit.

L'usufruitier pourra, alternativement et à sa seule convenance, décider lors de toute distribution de réserves :

- (i) que le démembrement sera reporté sur les sommes distribuées, qui seront alors versées sur un compte ouvert en démembrement ; ou
- (ii) que l'usufruitier pourra faire valoir ses droits sur les sommes versées dans le cadre de la mise en place d'un quasi-usufruit ; ou
- (iii) que le montant des réserves distribuées sera réparti entre usufruitier et nu-proprétaire en fonction de la valeur respective de leurs droits, qui sera déterminée sur la base du barème de l'article 669 du Code général des impôts ; ou
- (iv) ou enfin que le montant des réserves distribuées sera attribué en totalité au nu-proprétaire.

A défaut de précision expresse dans la décision de distribution de réserves, la société pourra librement se libérer desdites sommes entre les mains du ou des nus-proprétaires.

Article 25 - Mise en paiement des dividendes

I - Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'associé unique ou les associés délibérant collectivement dans les conditions prévues à l'article 20-2 – (III) des présents statuts ou par le Président agissant sur délégation de l'associé unique ou des associés. Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'associé unique ou des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

II - L'associé unique ou les associés délibérant collectivement dans les conditions prévues à l'article 20-2 – (III) des présents statuts ont la faculté de décider pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende et des acomptes sur dividendes en numéraire ou en action émises par la société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.



TITRE VI

PERTE DE LA MOITIÉ DU CAPITAL - DISSOLUTION

LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 26 - Perte de la moitié du capital

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation de comptes ayant fait apparaître ces pertes, de provoquer une décision de l'associé unique ou une décision collective des associés prise aux conditions prévues à l'article 20-2 – (II) des présents statuts, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égal à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'associé unique ou des associés délibérant collectivement est publiée dans les conditions réglementaires.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 27 - Dissolution - Liquidation

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision de l'associé unique ou des associés délibérant collectivement dans les conditions prévues à l'article 20-2 – (II) des présents statuts.

Enfin, la dissolution de la société peut également être prononcée dans les conditions du droit commun applicables aux sociétés anonymes dans le cas où les capitaux propres de la société deviendraient inférieurs à la moitié du montant du capital social et à défaut de régularisation dans les délais prescrits par la loi.

La dissolution met fin aux fonctions du Président, du ou des Directeur(s) Général(aux) et du ou des Directeur(s) Général(aux) Délégué(s).

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, la dissolution décidée par celui-ci entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sauf lorsque l'associé unique est une personne physique.

En cas de pluralité d'associés, la société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

La décision collective des associés qui prononce la dissolution règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "société en liquidation" ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à clôture de la liquidation.

Le produit net de la liquidation après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Lorsque des actions de la société sont démembrées en usufruit et nue-propiété, les sommes correspondant au remboursement des apports et à l'éventuel boni de liquidation reviennent au nu-propiétaire. Cependant, les droits de l'usufruitier sont reportés sur ces sommes (remboursement des apports et/ou boni de liquidation) dans le cadre d'un quasi-usufruit, conformément aux dispositions de l'article 587 du Code civil. La société et/ou le liquidateur pourra/pourront donc librement se libérer desdites sommes entre les mains de l'usufruitier qui en deviendra quasi-usufruitier dans les conditions prévues par l'article 587 du Code civil.

Le compte définitif de clôture de liquidation est soumis à l'approbation des associés délibérant conformément à l'article 20-2 – (III)

Article 28 - Contestations

Toutes contestations qui peuvent s'élever au cours de la vie sociale ou au cours de la liquidation de la société, soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales, sont jugées conformément à la loi par les tribunaux compétents.

- FIN DES STATUTS -